

# SEMINAR

## L'Europe, contre l'antisémitisme et pour une Union de la diversité

Bruxelles 19 février 2004

### *Sommaire*

Ce séminaire a été co-organisé par la Commission européenne, le Congrès juif européen et la Conférence des Rabbins européens. L'objectif de ce séminaire était de s'attaquer aux différentes causes de l'antisémitisme.

Ce séminaire a été structuré en cinq sessions portant sur : La nature et les valeurs de l'Europe d'aujourd'hui (pour une Union de la diversité). La relation Europe-Israël – L'Antisémitisme aujourd'hui – Le dialogue entre les religions et la dimension historique et culturelle du Judaïsme européen – Un avenir commun : que faire ?

Chacune de ces sessions a comporté un débat. Quelque 35 orateurs sont intervenus.

Au nom du **Congrès juif européen, son nouveau président, M. Cobi Benatoff**, a mis en garde contre une réapparition de l'antisémitisme en Europe. Il a appelé l'Union européenne à adopter des mesures spécifiques « *contre ce cancer* ».

Au nom de la **Conférence des Rabbins européens, M. René Samuel Sirat**, Grand Rabbin de Paris, et **M. Jonathan Sacks**, Grand Rabbin du Royaume-Uni, ont également demandé l'adoption de mesures concrètes de lutte contre l'antisémitisme, mesures centrées sur la solidarité et sur l'éducation.

Au nom de la **Commission européenne, son président, M. Romano Prodi**, a rappelé avec force, dans son discours d'introduction, que l'Europe d'aujourd'hui n'était en aucun cas celle des années 30 et 40. Pour assurer le suivi de ce séminaire, il a proposé un Plan d'Action regroupant une série de mesures à prendre ou à renforcer au niveau de l'UE et des Etats membres, en particulier en matière d'Education et de Justice et Affaires Intérieures (JAI). Son message de conclusion a été clair et fort : il n'y a aucune place pour l'antisémitisme dans une Union de la diversité.

Dans son discours de clôture du séminaire, **M. António Vitorino, Membre de la Commission européenne, chargé de la JAI**, a appelé à mettre en œuvre rapidement « *sur le terrain* » les mesures proposées par le président Prodi. Il a en particulier invité le Conseil à adopter au plus tôt la proposition faite par la

Commission, le 28 novembre 2001, d'une décision-cadre contre le racisme et l'antisémitisme.

## Rapport détaillé

Les allocutions de bienvenue ont été prononcées par **M. Ricardo Franco Levi**, directeur du Groupe des Conseillers politiques (GOPA) à la Commission, par **M. Cobi Benatoff**, président du Congrès juif européen, et par **M. René Samuel Sirat**, Grand Rabbin de Paris (pour la Conférence des Rabbins européens).

**M. Benatoff** a assorti sa mise en garde contre la résurgence de l'antisémitisme en Europe d'un appel à l'UE à prendre des mesures pour éradiquer ce fléau. Faisant l'éloge de la vision et du courage du président Prodi, il lui a demandé de prendre la tête du combat contre l'antisémitisme, en particulier par l'adoption rapide de mesures de sanction contre celui-ci et d'actions durables d'éducation pour les jeunes et les futures générations.

### 1<sup>ère</sup> session : la nature et les valeurs de l'Europe d'aujourd'hui/Pour une Union de la diversité

Après avoir rappelé que sa première visite en qualité de président de la Commission européenne a été celle d'Auschwitz, le **président Prodi** a rappelé les principes fondateurs et les termes de « *l'idéal européen (...) une Europe de paix, de tolérance, de respect des droits humains, des minorités* », mettant ainsi en relief à quel point « *le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme sont une violation patente de tout ce que l'Europe incarne* ». Attentif et vigilant à l'égard des nouveaux signes d'antisémitisme (« *Nous voyons de nos yeux les attentats contre les synagogues, les profanations des cimetières juifs et les agressions physiques contre les Juifs* »), il a relevé avec force qu'il ne s'agissait plus désormais d'une « *forme organisée d'antisémitisme* ». Ce constat relève d'une mise des « *faits en perspective* » selon trois axes :

- L'antisémitisme actuel n'est pas un antisémitisme officiel, il se développe dans certains milieux et nouvelles minorités : « *L'Europe d'aujourd'hui n'est pas celle des années 30 et 40. Prétendre le contraire serait énoncer une contre-vérité* ».
- Toute comparaison abusive avec le passé risque d'aboutir à un relativisme dangereux vis-à-vis de la Shoah : « *Nous n'avons pas le droit d'insulter la mémoire des millions de victimes de la Shoah en les assimilant à ceux qui souffrent d'antisémitisme aujourd'hui* ».
- La volonté des institutions européennes et des autorités nationales en Europe de dénoncer et de combattre le phénomène est constante : « *L'Europe d'aujourd'hui a condamné sans réserve l'antisémitisme des années 30 et 40 et continue d'en condamner toute nouvelle expression* ».

Le président Prodi a illustré son propos par une référence à l'ensemble de mesures prises en Europe pour endiguer toute résurgence des terribles événements du passé. Il a ainsi fait référence à la Charte des droits fondamentaux de l'UE « *qui*

*interdit la discrimination dans les termes les plus vigoureux* », aux législations des Etats membres contre l'antisémitisme, ainsi qu'à la proposition de la Commission du 28 novembre 2001 d'une décision-cadre contre le racisme et la xénophobie.

Avant de conclure qu' « *il n'y a pas place pour l'antisémitisme dans une Union des diversités* », il a développé son plan d'action en six points :

- Proposition par la Commission d'une action ciblée concernant la JAI, les affaires sociales, l'emploi et l'éducation.
- Invitation au Conseil « Justice et Affaires intérieures » et au Conseil « Education » à se réunir expressément autour de la problématique de l'antisémitisme en Europe, celui-ci appelant à la fois des sanctions légales et des actions préventives d'éducation.
- Invitation à une adoption rapide par le Conseil de la décision-cadre contre le racisme et la xénophobie proposée le 28 novembre 2001 par la Commission.
- Elaboration et mise en œuvre par les Etats membres de propositions et mesures destinées à combattre toute manifestation de racisme et de xénophobie sur leur territoire.
- Publication rapide par l'Observatoire du racisme et de la xénophobie (prochainement Agence des Droits de l'Homme) de sa « nouvelle » étude sur l'antisémitisme.
- Action en faveur de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies du projet irlandais de résolution sur l'antisémitisme, lors de sa session de septembre 2004.

Le prix Nobel de la paix et écrivain **Elie Wiesel**, après avoir longuement évoqué les causes profondes de l'antisémitisme, a proposé que l'éducation soit la composante de base des actions à engager contre ce phénomène.

## **2<sup>ème</sup> session : la relation Europe-Israël**

Le ministre israélien des affaires de la Diaspora, **M. Nathan Sharansky**, a appelé à établir une claire distinction entre le droit à la critique légitime de certaines initiatives du gouvernement d'Israël et l'antisémitisme qui conduit à « *diaboliser* » Israël, à pratiquer une politique de « *deux poids, deux mesures* » à son encontre, voire à remettre en question la légitimité de son existence en le présentant comme un « *anachronisme colonial* ». Quant à **M. Joschka Fischer**, ministre allemand des Affaires étrangères, après avoir relevé qu'il ne s'agit pas de « *comprendre la nature de l'antisémitisme, mais de le combattre tous ensemble* », il a affirmé qu'aucune critique à l'égard d'Israël ne devait conduire à mettre en cause sa légitimité. Récusant l'idée que la politique européenne à l'égard d'Israël « *diaboliserait* » ce pays, il a aussi contesté les accusations israéliennes de « *financement du terrorisme palestinien* » avec des fonds européens. Il a en effet souligné qu'en la matière « *l'Union finance la paix, la réforme des institutions*

*palestiniennes, la création d'écoles (...) si l'Union ne le faisait pas, c'est le Hamas qui financerait ... autre chose ! ».*

Pour l'ancien président de la Knesset, **M. Avraham Burg**, qui a évoqué les nouvelles formes d'antisémitisme, non seulement « *l'Europe actuelle n'a rien à voir avec celle des années 30* », mais elle « *fait preuve de courage* » en se remettant sans cesse en question. Il a lancé un double appel, d'abord à Israël et aux Juifs du monde entier, en les invitant à « *cesser de revendiquer le monopole de la victime* » et à écouter « *de façon beaucoup plus attentive les souffrances des autres* », ensuite aux Juifs d'Europe qu'il a exhortés « *à rester en Europe, car c'est là leur champ de bataille entre le Bien et le Mal* ». L'ambassadeur **Barrie Robinson**, au nom de la présidence irlandaise de l'Union, a annoncé la tenue prochaine, en avril, de la Conférence de l'OCDE sur l'Antisémitisme, conférence qui se consacrera à l'examen de mesures concrètes à adopter. A cet égard, il a lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils prennent des mesures consistantes contre l'antisémitisme, des mesures qui interdisent tout risque d'impunité.

### **3<sup>ème</sup> Session : l'antisémitisme aujourd'hui**

**Mme Adriana Goldstaub**, responsable du Centre de Documentation Hébraïque Contemporaine/CDEC de Milan, a pointé le rôle central du conflit israélo-palestinien dans la résurgence des actes antisémites en Europe, en particulier au premier semestre 2002 et en 2003 : le nombre de ces actes d'antisémitisme est « *synchrone avec les différentes phases de l'Intifada et des interventions militaires israéliennes* » et souvent le fait de jeunes musulmans de banlieue, « *eux-mêmes victimes de racisme et de rejet* ». Elle a ainsi fait état d'une étude récente évaluant à 15% le nombre d'antisémites en Europe, dont beaucoup sont plutôt âgés et peu éduqués.

De son côté, **M. Henry Grunwald**, président du « Board of Deputies of British Jews », a présenté cinq propositions concrètes pour combattre l'antisémitisme : classification de l'antisémitisme comme « crime contre les Droits de l'Homme », poursuite judiciaire efficace de tous les contrevenants en la matière, responsabilisation des Medias, priorité à l'Education dès l'école primaire, conservation d'archives sur l'antisémitisme assortie de l'interdiction de toute diffusion radio-TV comme de tout matériel de propagande anti-sémite.

### **4<sup>ème</sup> session : Le dialogue entre religions et la dimension culturelle/historique du Judaïsme européen**

Le Cardinal-archevêque de Lyon, **Philippe Barbarin**, le Recteur de la Grande Mosquée de Paris, **Dalil Boubakeur**, le Grand Rabbin du Royaume-Uni, **Jonathan Sacks**, le Métropolitain du diocèse du Benelux, **Emmanuel Adamakis**, un représentant du Culte protestant et plusieurs autres responsables religieux (le Grand Rabbin de Moscou, **Pinchas Goldschmidt**, le Grand Rabbin de la Synagogue Sépharade de Bruxelles, **Shalom Benizri**, ainsi que M. **Yonathan Abraham**, Juge London Beth Din) ont tous appelé à une amélioration de l'Education des jeunes générations, à l'instauration d'un « *dialogue structuré entre l'UE et les religions* ». Après avoir constaté que 50 ans après l'instauration

d'un dialogue inter-religieux, l'antisémitisme était toujours présent en Europe, ils ont appelé à « *combattre ensemble pour défendre le droit de chacun* » : personne ne doit rester seul contre ces « *armes de destruction massive* » que sont le racisme et la xénophobie, ni les Juifs face à l'antisémitisme, ni les Musulmans face à l'islamophobie, ni les Chrétiens face aux persécutions de tous ordres. « *Seule la paix est sainte, il ne saurait y avoir de guerre sainte* ».

### **5<sup>ème</sup> session : Un avenir commun : que faire ?**

Principaux orateurs de cette session, **Roger Cukierman**, président du Conseil Représentatif des Institutions juives de France, **Charlotte Knobloch**, vice-présidente du Congrès juif européen et du « Zentralrat der Juden in Deutschland », et **Amos Luzzato**, président des Communautés juives d'Italie, ont proposé :

- la tenue d'un nouveau séminaire dans six mois, aux fins d'enregistrer et d'évaluer les actions engagées par la Commission et les décisions prises par le Conseil ;
- des mesures concrètes de lutte contre l'antisémitisme, comme l'introduction de cours obligatoires sur les autres cultures dans les programmes scolaires, d'une part, et la constitution d'un « forum permanent des religions », d'autre part.

Dans son intervention, **Mme Maria Arena**, ministre belge de l'Intégration, a souligné le fait que tous les auteurs d'actes antisémites en Belgique – quelle que soit leur origine – avaient été éduqués et vivaient dans ce pays : ceci doit être un sujet de préoccupations pour tous. Elle en a tiré la conclusion en réservant un accueil favorable à toutes les propositions concrètes formulées au cours du séminaire.

### **Discours de clôture**

**M. Ricardo Franco Levi**, en écho aux suggestions de MM. Benatoff et Naftaniel, a annoncé la mise en place d'un groupe de travail mixte chargé du suivi de toutes ces propositions.

Les discours de clôture ont été prononcés par **MM. Benatoff** et **Sacks** ainsi que par **M. Vitorino**, membre de la Commission européenne. **M. Cobi Benatoff** a considéré que ce séminaire constituait la première étape de l'effort conjoint que le Congrès juif européen entend poursuivre avec la Commission dans la lutte contre l'antisémitisme : il a insisté pour que ce groupe mixte soit rapidement établi.

Dans son discours clôturant le séminaire, **M. António Vitorino** a appelé à mettre rapidement en œuvre « *sur le terrain* » les mesures proposées par le président Prodi. Pointant l'ignorance face à la culture juive ainsi que les critiques déplacées à l'encontre d'Israël, il a souligné combien « *l'antisémitisme, comme toutes les formes de racisme, est un sérieux problème en Europe et dans toutes les autres parties du monde* ». La construction de l'UE et la création d'Israël ont été les « *meilleures réponses à Hitler* », a-t-il souligné en relevant également que la

proposition de décision-cadre de la Commission condamne de façon explicite la négation ou la banalisation de l'Holocauste. Au moment où Auschwitz fera bientôt partie du territoire couvert par l'UE, et y constituera à jamais le témoignage d'un passé funeste, l'Union disposera ainsi d'un instrument commun pour combattre l'antisémitisme.

\*\*\*